



, Strasbourg, le 12 décembre 2007

A Mr. Hans-Gert Pöttering

Président du Parlement Européen

A Mr. José Manuel Durao Barroso

Président de la Commission Européenne

A Mr. José Sócrates

Président du Conseil de l'Union Européenne

To Mr. Janez Janša

prochain Président du Conseil de l'Union Européenne

Re : Dialogue avec les églises et les organisations non confessionnelles dans le cadre de l'article 15 du nouveau traité de l'Union Européenne

Les trois institutions de l'UE (Parlement, Commission et Conseil) ont organisé au cours de ces dernières années des rencontres régulières à Haut Niveau avec des leaders religieux. Nous avons déjà eu l'occasion d'exprimer notre inquiétude à propos du format de ces rencontres. Les institutions de l'UE devraient faire preuve de neutralité, et aucune organisation, religieuse ou autre, ne devrait avoir d'accès privilégié aux institutions de l'UE ni bénéficier d'une influence privilégiée dans le processus de prise de décision.

La liberté de religion et la liberté de conscience sont des droits fondamentaux de l'Union Européenne. Ils ne peuvent être garantis que dans un contexte séculier. Il est malséant que l'une ou l'autre des institutions de l'UE accorde une tribune exclusive à un groupe particulier, et donc aux religions, en particulier parce que la majorité des citoyens Européens ne sont pas adeptes d'une religion ou ne sont plus pratiquants. Ainsi des millions de citoyens individuels n'ont pas voix à ce dialogue.

Le nouveau Traité a intégré le paragraphe du Traité Constitutionnel qui stipule un dialogue "ouvert, régulier et transparent" avec les églises et les organisations non confessionnelles.

Les églises et les organisations non confessionnelles ont une voix importante dans le dialogue avec la société civile. Le dialogue avec les églises et les organisations non confessionnelles devrait donc obéir aux mêmes critères que le dialogue avec les autres organisations de la société civile, en particulier en ce qui concerne la transparence. Nous réitérons donc notre recommandation que ces rencontres soient publiques, que l'ordre du jour et les documents afférents soient publiés à l'avance et que les minutes, les conclusions et les noms des participants soient publiés après la rencontre.

En outre, le dialogue doit être inclusif et représentatif. Jusqu'ici les seuls participants ont été les leaders religieux, tous masculins, et représentatifs des tissus les plus conservateurs des religions et des églises. Nous recommandons donc :

- D'inviter des responsables d'associations non confessionnelles, comme les humanistes Européens
- D'inviter des représentants de groupes religieux libéraux, progressistes
- De s'assurer que les femmes soient également représentées et d'exiger sur ce point un effort particulier des participants

Enfin nous suggérons un agenda qui traite de questions telles que le racisme, la xénophobie, l'extrémisme, la discrimination de genre et la violence à l'égard des femmes, l'homophobie, la liberté de parole et la liberté de religion, la discrimination dans l'éducation, la santé sexuelle et reproductive, et le rôle que les églises et les organisations non confessionnelles peuvent jouer en traitant ces questions.

Au nom du Groupe de Travail multiparti sur la Séparation de la Religion et de la Politique

Sophie in 't Veld

Karin Resetarits

Magda Kosane Kovacs

Présidente

Vice présidente

Vice Présidente

Traduction de Lucienne Gouguenheim, NSAE